

modifiée de l'engin *Scud-B*, qu'elle aurait acquis de l'Égypte. On pense aussi que Pyongyang aide l'Égypte et l'Iran à construire leurs propres usines à missiles. La Corée du Nord a signé le Traité de non-prolifération, mais elle négocie toujours avec l'Agence internationale de l'énergie atomique en ce qui concerne l'application des garanties internationales à son programme nucléaire. En outre, on soupçonne le pays d'être sur le point de terminer la construction d'une usine nucléaire secrète, ce qui confirmerait l'existence là-bas d'un programme de fabrication d'armes nucléaires. Selon d'autres rapports, Pyongyang possède peut-être le savoir-faire technique voulu afin de produire une ogive chimique pour ses missiles *Scud-B*.

Tout comme sa rivale du Nord, la Corée du Sud fabrique chez elle un missile surface-surface à partir d'un système étranger. D'aucuns croient que l'engin sud-coréen est en fait une version modifiée du missile américain surface-air *Nike-Hercules*. Séoul lui aurait donné, dit-on, une portée d'environ 200 km et en aurait fait un missile surface-surface. Avec une telle portée, l'engin peut atteindre la capitale de la Corée du Nord, Pyongyang.

#### Taiwan

Le programme de Taïwan reposerait, d'après les rapports, sur la modification de systèmes étrangers. L'engin de base serait le missile américain *Lance*, que Taipei aurait obtenu via Israël. Le système *Ching Fen* (ou *Abeille verte*, comme on l'appelle aussi) posséderait une portée de 100 km, et il est possible que le pays s'en serve actuellement pour mener des recherches sur la construction d'un engin plus puissant, le *Sky Horse*, dont la portée serait de 1000 km et qui pourrait dès lors atteindre la Chine continentale.

#### L'Amérique du Sud

En Amérique du Sud, ce sont surtout l'Argentine et le Brésil qui se font concurrence quant à la mise au point de missiles. Les tensions entre les deux pays ont considérablement diminué au cours des dernières années, mais ceux-ci cherchent tout autant que d'autres régions à construire des engins balistiques. Cependant, on pense que c'est principalement la perspective de jouer un rôle de fournisseur qui motive l'Argentine et le Brésil dans ce contexte.

#### L'Argentine

L'Argentine mène un programme spatial (fusées-sondes) depuis les années 1960, mais ce ne fut qu'après la guerre des Malouines en 1982 qu'elle amorça ses travaux sur le missile balistique *Condor*. Selon de nombreux rapports, le *Condor II* devait posséder une portée de 1 000 km (suffisante pour frapper les Malouines); d'après ce que l'on disait de sa charge utile, l'engin aurait pu être équipé de têtes nucléaires ou chimiques. Le programme, auquel participaient également l'Irak et l'Égypte, fut cependant abandonné au printemps de 1990. L'Argentine n'a pas signé le Traité de non-prolifération.

#### Le Brésil

Le Brésil mène un programme spatial plus ambitieux que celui de l'Argentine, et l'on pense que ses missiles sont issus de

ses fusées expérimentales *Sonda*. Il poursuit un vaste programme de recherche et de développement, qui porte notamment sur au moins six types de missiles mis au point par deux entreprises, nommément Orbita et Avibras. Le *MB-EE150* d'Orbita peut, dit-on, emporter une charge utile de 500 kg (une tête nucléaire n'est donc pas exclue). Cette famille d'engins comprend aussi les *MB-EE 350, 500 et 1000*, mais on ne sait pas à quel stade de développement ils sont parvenus.

Avibras, l'autre fabricant de missiles du Brésil, travaille sur divers systèmes appelés *SS-150, SS-300 et SS-1000* (ce dernier aurait une portée d'environ 1 200 km), qui font concurrence aux engins d'Orbita. Selon les rapports, c'est la mise au point du *SS-300* qui était la plus avancée, mais le projet dut être abandonné, faute de fonds.

## LES MOTIFS D'INQUIÉTUDE

La capacité meurtrière des missiles balistiques est évidente, surtout quand ils sont munis d'armes de destruction massive. De tels engins font maintenant leur apparition là où les tensions sont vives, ou encore dans des régions déchirées par des conflits, et ce seul fait ajoute à l'angoisse.

Comme les missiles balistiques peuvent franchir de grandes distances à des vitesses très élevées, ils sont à même de pénétrer facilement les défenses ennemies. Par conséquent, quiconque fait face à un rival muni de missiles devient très vulnérable en cas d'attaque surprise. La présence de missiles, dotés d'armes de destruction massive, augmente dramatiquement l'incertitude, surtout en période de crise. Dès lors, tout État fortement urbanisé risque de subir de lourdes pertes si l'ennemi recourt à une première frappe ou attaque avec ses missiles.

Pareille éventualité risque d'entraîner des réactions dangereuses. Comme la plupart des pays ne possèdent qu'une poignée de missiles (qui seraient détruits au cours de l'attaque initiale), ils se sentent, en période de crise, fortement tentés de lancer leurs engins rapidement, pour ne pas les perdre. Devant un tel choix, un pays risque d'opter pour le lancement sur alerte, c'est-à-dire de mettre ses engins à feu dès les premiers signes d'une attaque imminente. Comme les missiles balistiques ne peuvent être rappelés, une fois lancés, cette stratégie augmente considérablement les risques de guerre accidentelle, surtout que la plupart des petits États ne disposent pas de systèmes perfectionnés pour détecter les fausses alarmes.

En période de crise, un pays peut aussi être tenté de déclencher une frappe préemptive contre les missiles balistiques de son rival, surtout si ces derniers sont vulnérables et peu nombreux. Là également, les risques de catastrophe sont immenses. Tous les pays du tiers-monde qui poursuivent des programmes d'acquisition d'armes nucléaires, et la plupart de ceux qui fabriquent des produits chimiques le font clandestinement. Faute d'une doctrine et d'une stratégie claires sur l'emploi de telles armes, le pays attaqué risquerait de percevoir une frappe préemptive comme le début d'une attaque généralisée et il réagirait dès lors en conséquence.

L'existence d'armes perfectionnées dans des points chauds du globe peut aussi favoriser le déclenchement d'attaques préventives. En 1981, tandis que la construction du réacteur